

ERNEST
MANDEL

Croissance économique et luttes de classe

Critique communiste a engagé un débat utile et nécessaire sur ce qui a été appelé «l'emprise persistante des appareils réformistes sur la classe ouvrière» en Europe occidentale. Sous-jacentes à ce débat se trouvent deux questions vitales pour les marxistes révolutionnaires. Comment expliquer de manière matérialiste la configuration concrète du mouvement ouvrier en Europe, compte tenu des nombreuses variantes nationales? Comment cette configuration peut-elle se transformer (est-elle en train de se transformer?) dans le sens d'apparition de directions de rechange pour la classe?

Nous disons qu'il faut donner à ces questions une réponse matérialiste, c'est-à-dire parachever une théorie marxiste du mouvement ouvrier qui doit être ancrée dans la théorie marxiste du capitalisme qui existe évidemment déjà, et dans une théorie marxiste de la classe ouvrière (qui n'existe qu'en partie).

Tous les participants au débat sont d'accord pour rejeter toute explication unilatérale ou monocausale. L'explication de «l'emprise persistante des appareils réformistes» par la trahison de ceux-ci est manifestement insatisfaisante. En admettant la trahison, il faut encore expliquer pourquoi elle reste efficace, c'est-à-dire pourquoi elle continue à être tolérée depuis trois quarts de siècle. L'explication par

les «conditions objectives» est tout aussi insatisfaisante. Elle ne permet pas de rendre compte des nombreuses explosions au cours desquelles, tout au long du XX^e siècle, les masses ont manifestement débordé, par millions, les limites d'action fixées par les projets gradualistes des appareils réformistes.

Le camarade Weber affirme qu'il rejette, lui aussi, toute explication «objectiviste» ou monocausale. Nous ne mettons point en doute cette profession de foi. Mais force nous est de constater qu'il s'exprime avec suffisamment d'ambiguïté pour qu'une «lecture sur-interprétative» de sa thèse reste possible. Contentons-nous de citer deux passages (nous pourrions en citer une demi-douzaine) :

«La stabilité et la prospérité relatives, nées de l'expansion impérialiste, créent... les conditions d'une pratique de lutte réformiste de la classe ouvrière des métropoles... Prolongée sur plusieurs décennies... cette pratique accrédite l'idée d'une transformation graduelle du système... (*Critique communiste*, n° 26, p. 42).

«L'emprise des directions réformistes sur ces (larges) couches (du prolétariat) tient non pas à ce qu'elles les trompent habilement... mais bien au contraire à ce qu'elles expriment (et confortent) les mêmes illusions réformistes, les mêmes aspirations à un changement sans heurts ni drames, dans l'harmonie universelle...» (*Ibid.*, p. 43).

On avouera que ces passages, malgré les clauses de style qui les accompagnent, accréditent la thèse «monocausale» et unilatérale : prospérité capitaliste = pratique réformiste = illusions réformistes des masses = fondement principal de l'emprise persistante des appareils...

Or, cette thèse est tout aussi idéaliste et mécaniste que la thèse de la trahison. Que trois quarts de siècle d'histoire dépendent en dernière analyse d'«illusions» n'est guère plus matérialiste que la thèse selon laquelle la «trahison» l'aurait en dernière analyse déterminée. Il ne sert à rien de se justifier en proclamant que les «illusions» ont un fondement économique (les réformes engrangées). Les tenants de la thèse de la «trahison» proclament eux aussi, et à juste titre, que celle-ci est fondée sur les intérêts matériels opposés des bureaucraties ouvrières et ceux des larges masses. Dans les deux cas, ce qui fait défaut, c'est la médiation avec les intérêts de classe, les antagonismes de classe, les contradictions internes du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise.

Un inventaire incomplet de l'histoire du mouvement ouvrier

Il n'y a qu'une seule hypothèse de travail qui rendrait valable l'explication de l'«emprise persistante des appareils réformistes sur le prolétariat» par «la persistance des illusions réformistes des masses» : c'est l'hypothèse d'une atténuation tendancielle, à long terme, des contradictions internes de la société bourgeoise, d'une atténuation tendancielle des contradictions de classe et des luttes de classe entre le capital et le travail salarié. Mais dans ce cas, il ne faudrait évidemment pas parler d'«illusions réformistes». Il faudrait dire que la classe ouvrière devient réformiste dans la mesure où la réalité lui confirme que les conflits de classe explosifs appartiennent au passé, et qu'elle a donc intérêt à ne lutter que pour des réformes de plus en plus amples.

Ce fut exactement la thèse de Bernstein, thèse dont on ne peut s'empêcher d'admirer la cohésion et la brutale franchise de l'analyse théorique, au fur et à mesure que les variantes postérieures du gradualisme sont examinées (y compris celle de l'eurocommunisme), dont l'inconsistance et l'incohérence théoriques sautent aux yeux.

Henri Weber affirme que la guerre impérialiste et «les terribles années trente» ont infligé un démenti à Bernstein. C'est juste mais incomplet. En fait, il esquive la question principale posée par Bernstein : y a-t-il oui ou non, à long terme, et sans se reporter exclusivement aux guerres impérialistes ou aux crises économiques catastrophiques, aggravation ou atténuation des contradictions internes de la société bourgeoise, aggravation ou atténuation des antagonismes de classe, amplification ou réduction des luttes de classe réelles?

Pour nous, la réponse ne fait pas de doute. Certes, il ne faut pas généraliser de manière abusive. Il serait faux d'oublier qu'il s'agit d'un mouvement cyclique et non d'un mouvement linéaire — c'est justement une de nos thèses principales. Il ne faut pas escamoter des différences nationales substantielles (l'accumulation successive de défaites et de reculs catastrophiques subis par le prolétariat allemand et qui se résument dans les noms Noske-Hitler-Ulbricht-Bad Godesberg, lui a causé un affaïssement de conscience politique sans commune mesure avec celui du prolétariat d'un quelconque autre pays européen).

Mais, tout cela étant dit, il reste incontestable qu'entre la grève générale belge de 1902, de 1912, de 1936 et celle de 1960-61 ; qu'entre la grève des cheminots français de 1920 (point culminant des luttes d'après la Première Guerre mondiale), juin 1936, les luttes d'après la Libération, et Mai-68 ; les grèves italiennes de novembre 1920, celles

de la période 1945-1948 et celles de 1969 ; entre la grève générale britannique de 1926 et les grandes vagues grévistes en Grande-Bretagne des années 1970, il y a une ligne ascendante et non descendante, il y a non seulement augmentation considérable du nombre de combattants (en général un accroissement de l'ordre de 300 %), mais encore radicalisation des objectifs, comme la remise en question de la gestion capitaliste, des formes de lutte, voire (bien que ce soit moins général) des formes d'auto-organisation. Seule, parmi les grands pays d'Europe, l'Allemagne constitue l'exception (temporaire), pour les raisons indiquées.

D'un point de vue matérialiste, on ne peut expliquer cette tendance à long terme qu'en partant de l'aggravation et non de l'atténuation des contradictions de classe. Du coup, le terme « illusions réformistes » est réhabilité — puisqu'il s'agit d'une croyance *en contradiction avec la réalité*. Mais, du même coup, la formule perd sa valeur d'explication. Comment des « illusions réformistes » permettent-elles des luttes périodiques d'une telle ampleur, d'une telle incidence objectivement explosive, prérévolutionnaire, voire révolutionnaire, sur la société bourgeoise ? Comment une pratique qui, périodiquement, est si manifestement anticapitaliste et extra-parlementaire, peut-elle se combiner avec une « mentalité réformiste » installée à long terme ?

On répondra que ces explosions, toutes réelles qu'elles soient, constituent l'exception et non la règle. Ce serait la pratique quotidienne et non la pratique exceptionnelle qui déterminerait le niveau de conscience. Cette objection n'est point valable. D'abord, elle ne permet pas d'expliquer comment une classe ouvrière apparemment nourrie de profondes « illusions gradualistes » puisse brusquement passer à des formes d'action qui sont en contradiction manifeste avec toute « mentalité réformiste ». Contentons-nous d'un exemple.

En 1918-1919, et encore en 1920 (après le putsch de von Kapp), les ouvriers allemands se sont armés *par dizaines de milliers*. Est-il concevable qu'une mentalité « réformiste et gradualiste », prétendument produite par des *décennies* de « pratiques réformistes », engendre un tel changement ultra-rapide, en l'espace de quelques mois, sous le seul effet d'une armée en décomposition et d'une attaque armée de l'adversaire ? Pourquoi n'a-t-on rien vu de pareil en France et en Italie après 1945, notamment lorsque les CRS sont intervenus pour briser les grèves alors que l'expérience de la Résistance aurait dû plutôt encourager de telles pratiques ?

Ensuite elle sous-estime gravement les transformations profondes que des grandes explosions opèrent, et dans la conscience des masses,

et dans l'émergence de nouvelles couches d'avant-garde (de nouveaux «dirigeants naturels de la classe»), et même dans la configuration du mouvement ouvrier lui-même.

L'alternance des formes de la lutte de classe

Mais allons plus loin. De même que le concept de «directions traîtres», les concepts de «pratique réformiste» et d'«illusions réformistes (ou gradualistes)» doivent être fortement relativisés et différenciés. Tous ces concepts contiennent évidemment un noyau de vérité. Mais c'est leur emploi unilatéral généralisé et non différencié qui est abusif.

Commençons par l'idée d'«illusions réformistes». Dans son sens précis et littéral, ce terme signifie un état de conscience où le *passage au socialisme* est attendu d'une addition cumulative de réformes réalisées au sein du régime capitaliste. On commet une généralisation abusive en identifiant avec «illusions réformistes (ou gradualistes)» soit la priorité accordée à la lutte pour des revendications immédiatement réalisables, soit l'importance accordée aux processus électoraux et aux mesures législatives (illusions parlementaires), soit l'abandon du but socialiste pour le seul but de réformer la société existante.

Pour prendre un exemple concret : en 1945, en 1950 et en 1951, la classe ouvrière britannique a voté pour le parti travailliste «par illusion réformiste» au sens originel du terme. Elle espérait une transition au socialisme par voie d'accumulation de réformes réalisées par des gouvernements travaillistes, réformes qui, après 1945, furent d'ailleurs réelles et importantes. Nous sommes profondément convaincus qu'après six gouvernements travaillistes successifs, elle a largement perdu ces illusions. Si elle a encore voté en majorité pour le Labour Party en 1979, bien que dans une proportion beaucoup plus réduite qu'en 1951, ce n'est pas parce qu'elle espérait que Callaghan allait introduire le socialisme par voie de réformes (il n'y avait aucune base matérielle à une telle illusion). Lui supposer pareille incapacité de tirer des conclusions de vingt-huit années d'expériences, c'est sous-estimer son intelligence et son bon sens.

Aujourd'hui, elle vote Labour pour ne pas voter pour le parti des patrons, par manque de solution de rechange crédible, mais certainement pas mue par l'illusion d'atteindre le socialisme par la législation parlementaire réalisée par le Labour. (Cela ne veut évidemment pas dire qu'elle ne puisse pas de nouveau avoir l'illusion d'*avancer vers le socialisme* par la voie d'une victoire électorale travailliste, dans le con-

texte d'une situation politique et sociale et, surtout, d'une situation interne du Labour sensiblement différentes de celles de 1979. Mais même dans ce cas, les expériences acquises depuis 1945, et surtout depuis les gouvernements travaillistes des années soixante et soixantedix, ne resteront pas sans effets sur l'état de conscience du prolétariat britannique.)

Il est encore plus faux d'identifier des luttes centrées sur des revendications immédiates (et rapidement réalisables) avec des « illusions réformistes ». Une telle nature des luttes peut résulter d'un grand nombre de circonstances passagères ou durables : nécessité de surmonter les effets de défaites, rapports de forces économiques très défavorables, conditions politiques qui rendent pratiquement impossible une épreuve de force globale avec la bourgeoisie, possibilités de réaliser des gains importants qu'il serait bête de laisser échapper ; caractère absolu, brûlant et prioritaire, de certains objectifs immédiats, etc. Croire que tout cela exprime ou engendre nécessairement une « mentalité réformiste » ou des « illusions gradualistes » n'est point démontré. Il faut toute une analyse supplémentaire, et concrète, pour chaque cas spécifique, afin de justifier pareille conclusion.

Plus généralement, nous croyons que réduire le niveau de conscience du prolétariat organisé d'Europe d'avant 1914 à des « illusions réformistes » ou à une « mentalité réformiste » est absolument injustifié, et ne permet pas de rendre compte de ce qui s'est passé par la suite. Passons sur le cas le plus évident, celui de la Russie. Mais posons-nous une question : comment se fait-il que dans toute une série de pays d'Europe, la moitié sinon la majorité des travailleurs organisés sont passés sur des positions d'opposition à l'Union sacrée, à la guerre impérialiste et de sympathie avec des projets de luttes anticapitalistes d'ensemble, voire avec des projets révolutionnaires, *en l'espace de moins de trois ans*, et ce *avant* la victoire de la révolution d'Octobre ? Expliquer cela par la misère engendrée par la guerre est manifestement insuffisant. Cette misère était générale.

Or le phénomène s'est produit dans certains pays et non dans d'autres. La misère fut-elle moindre en Belgique, où l'immense majorité des travailleurs reste social-démocrate, qu'en Italie, où la grande majorité des membres du PS sont passés sur des positions centristes ou révolutionnaires ? Pourquoi les centristes allemands sont-ils restés en minorité lors de la scission de 1917, alors que les centristes autrichiens ont gagné la majorité du PS la même année ? Par différence de misère ? Pourquoi un processus analogue s'est-il produit dans certains pays neutres, comme l'Espagne (la Semaine sanglante de 1917 !) ou la Nor-

vège (passage en bloc du PS à la III^e Internationale), où il n'y eut ni misère ni crise d'effondrement de l'État, mais plutôt prospérité relative provoquée par un «boom» de fournitures aux belligérants?

En réalité, la période d'avant 1914 se caractérise avant tout, dans la classe ouvrière européenne, par une élévation presque continue du taux d'organisation, du degré de confiance en elle-même, de foi dans l'avènement du socialisme dans des délais relativement brefs et, avec des différences plus prononcées de pays à pays, du niveau de la conscience de classe. Contrairement à un mythe largement répandu, mais qui n'en reste pas moins un mythe, la guerre de 1914 a été précédée par une phase de stagnation, voire de recul, des salaires réels, provoquée par la vie chère non compensée complètement par les revenus nominaux¹. Déjà avant 1914, les prévisions de Bernstein se révélèrent fausses. Il y eut aggravation et non atténuation des contradictions de classes. Du même coup, les conflits de classes et les grèves devinrent plus dures. Il n'y eut point généralisation de pratiques de collaboration de classes².

Voilà pourquoi la capitulation de la social-démocratie de 1914, ressentie comme une énorme trahison par les uns (une minorité relativement réduite), subie passivement dans l'hébétement de la vague chauvine par les autres, n'apparut dans de nombreux pays que comme une brève interruption dans un processus de croissance organique, apparemment irrésistible, du mouvement ouvrier européen. Voilà pourquoi la radicalisation commencée dès avant 1914 put se poursuivre si rapidement. Voilà pourquoi *partout* — même dans les pays à prédominance réformiste totale dans le mouvement ouvrier — 1918, 1919, 1920 voient des sommets de niveau d'organisation et d'action intrépides du prolétariat européen.

Répetons-le : tout cela devient parfaitement incompréhensible si l'on part de l'hypothèse d'une «mentalité réformiste et gradualiste engendrée par des décennies de pratiques réformistes». La guerre a accéléré ce processus. La victoire de la révolution l'a accéléré davantage. Mais ni la guerre ni la Révolution russe n'ont pu *engendrer* ce processus. La mentalité dominante dans la classe ouvrière, celle de *dizaines de millions* de prolétaires, s'élabore lentement au cours des décennies précédentes, et ne peut être principalement le produit de quelques événements bouleversant tout, même s'il s'agit d'événements aussi importants qu'une guerre et qu'une révolution prolétarienne victorieuse.

Le rejet du concept indifférencié d'«illusions réformistes et gradualistes», qui auraient dominé au sein de la classe ouvrière européenne

d'avant 1914, renvoie directement à un examen critique de la notion de « pratique réformiste ». Là encore, il faut nuancer et corriger toute une série d'affirmations à l'emporte-pièce.

Commençons par l'aspect le plus « paradoxal ». Avant 1914, la majorité du prolétariat européen ne jouissait pas du suffrage universel simple et égal. Au contraire, la lutte pour ce suffrage universel prenait la forme de campagnes et d'actions de masse, souvent tumultueuses, débouchant pour au moins quatre pays (la Belgique, l'Autriche, la Suède et la Finlande) sur des *grèves générales politiques* (en Finlande, avec une ébauche d'organisation soviétique à l'échelle nationale, dépassant de loin ce qu'on a connu fin 1905 en Russie). Loin d'être un élément d'« intégration pacifique et harmonieuse » de la classe ouvrière dans la société bourgeoise, ces luttes pour le suffrage universel étaient un des facteurs principaux de politisation anticapitaliste de la classe ouvrière. C'est à ce point vrai que Rosa Luxemburg, voulant engager le mouvement ouvrier allemand sur la voie des grèves de masse, choisit délibérément la lutte pour l'élection au suffrage universel de la Diète de la Prusse (élue selon un système infâme de « quatre classes d'électeurs ») comme point de mire de sa campagne.

Mais le problème est beaucoup plus général. De par sa nature, la classe ouvrière ne peut être en état de « lutte permanente », de « grève permanente » ou de tension permanente de toute sa force vers des formes radicales de lutte. Elle a besoin d'un salaire pour survivre. Ce salaire, elle ne peut l'obtenir qu'en travaillant pour le patron. En obtenant ce salaire, elle « reproduit » et « consolide » son propre ennemi, le Capital, au moins de deux manières : en produisant la plus-value (elle ne reçoit de salaire qu'à cette condition) ; en réalisant une partie de cette plus-value (en achetant des marchandises *capitalistes* sur le marché).

Dans la lutte de classe quotidienne, la classe ouvrière peut essayer d'améliorer ses conditions de vie et de travail. Elle peut essayer d'augmenter le salaire, de réduire la durée hebdomadaire ou quotidienne du travail. Mais les gains qu'elle obtient en la matière, même lorsqu'ils sont réels, même lorsque le pouvoir d'achat s'élève, même lorsque de nouveaux besoins sont satisfaits par le « minimum vital socialement reconnu », même lorsqu'on passe de la semaine de 60 ou 56 heures à celle de 40 heures, ne modifient pas fondamentalement les chaînes qui lient les prolétaires au Capital. Le plus souvent le patronat réussit à compenser par l'accroissement de la plus-value relative les avantages que les travailleurs lui ont arrachés quant à leur pouvoir d'achat et quant à la durée du travail.

De nouveau, ce serait gravement sous-estimer l'intelligence et le bon sens des travailleurs conscients que de supposer qu'ils ne se rendent pas compte de cet état de fait : ce qu'ils gagnent dans la sphère de la circulation, ils ne peuvent point le gagner et le consolider dans la sphère de la production. Il suffit de lire les comptes rendus des premiers congrès syndicaux de par le monde pour être frappé de la permanence des plaintes qui reviennent à intervalles réguliers concernant l'accélération des cadences, l'augmentation des tâches (c'est-à-dire de l'intensité de l'effort à fournir) pendant une même journée de travail, les charges de plus en plus insupportables du travail à la pièce — plaintes qu'on retrouve de nouveau à l'avant-plan de l'agitation ouvrière dans la période ouverte par 1968, et qui accompagnent depuis trois quarts de siècle, sinon un siècle, toute l'ascension du mouvement ouvrier.

En d'autres termes : la tension entre le comportement de l'ouvrier salarié *en tant que consommateur* (sa tendance naturelle à vouloir obtenir un salaire plus élevé) et son comportement *en tant que producteur* (sa tendance naturelle à vouloir réduire la production de la plus-value) résulte de la condition prolétarienne elle-même, de la manière précise et contradictoire dont le salarié est inséré dans le mode de production capitaliste. Elle est structurelle, permanente, indépendante du niveau (bas, moyen ou élevé) des salaires. Elle ne recouvre donc en rien une alternance entre « mentalité réformiste » et « tendances révolutionnaires » ni objectivement, ni subjectivement. Il faut chaque fois une « analyse concrète d'une situation concrète » pour déterminer si revendications salariales ou (et) revendications portant sur l'organisation capitaliste du travail (ou l'économie et la société bourgeoise dans son ensemble) ont des effets objectifs « déstabilisateurs » ou « intégrables » dans le système, si subjectivement elles stimulent ou atténuent la conscience anticapitaliste du prolétariat. Tout cela dépend du contexte général déterminé par un grand nombre de facteurs.

Nous en tirons une conclusion fort importante : rien, dans la lutte pour les revendications immédiates, qu'elles soient politiques (démocratiques) ou économiques, n'engendre un quelconque automatisme mécaniste, une « mentalité réformiste » ou une « intégration croissante du prolétariat dans la société bourgeoise »³. Même si les salaires dans les pays coloniaux sont infiniment plus bas que dans les pays impérialistes — quelquefois dix fois plus bas ou pire encore — cela ne contredit point le fait incontestable, déjà souligné par Marx, *que le taux d'exploitation* (le taux de la plus-value) *est généralement plus élevé dans les pays impérialistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et qu'il va crois-*

sant. C'est ce fait capital qui fonde de manière matérialiste la possibilité d'un comportement anticapitaliste, à long terme, de la classe ouvrière, indépendamment de la hausse des salaires réels qui peut se prolonger pendant quelques décennies. Invoquer ici comme facteur principal, agissant en sens contraire, la notion des «miettes des surprofits coloniaux», c'est s'engager dans une impasse à partir du moment où on examine la tendance des salaires et le comportement ouvrier dans toute une série de pays semi-coloniaux semi-industrialisés. Le prolétariat argentin, le prolétariat mexicain, le prolétariat sud-coréen, le prolétariat de Taiwan ou celui de Singapour, serait-il, lui aussi, «corrompu par des miettes de surprofits coloniaux»? Et pourtant il a connu, lui aussi, des phases d'augmentation de salaires réels s'étendant quelquefois sur plus d'une décennie ininterrompue.

Nous ne voulons pas nier toute valeur aux notions d'«aristocratie ouvrière» ni à celle des «miettes des surprofits coloniaux». Elles peuvent être valablement intégrées dans une théorie plus générale de la stratification du prolétariat, du rôle que la fragmentation internationale, nationale, sectorielle du marché de la force de travail joue dans la différenciation des salaires et des niveaux de conscience. Mais elles ne peuvent expliquer par elles-mêmes les grandes tendances à long terme du prix de la force de travail qui, entre deux extrêmes fixés par des lois objectives, dépendent des «rapports de forces entre les combattants», comme Marx l'a si admirablement exprimé.

Lorsque les salaires réels augmentent à long terme, on ne doit guère conclure à un effet automatiquement corrupteur ou «intégrationniste» de ces conquêtes partielles. Elles *peuvent* avoir cet effet (elles l'ont eu par exemple en Grande-Bretagne dans la période postérieure au chartisme), mais cela dépend alors d'un contexte plus vaste. Dans un autre contexte, du fait qu'il augmente le degré de confiance en elle-même de la classe ouvrière et sa combativité (l'appétit vient en mangeant!), pareil succès peut même engendrer au contraire une élévation de la conscience de classe, y compris au sens politique, anticapitaliste, du terme.

En outre, pour paraphraser le poète, «rien n'est jamais acquis au prolétariat», ni ses conquêtes, ni sa force, ni le climat d'apaisement et de conciliation de la part de l'ennemi de classe, que les réformistes cherchent si ardemment à susciter. Même dans les périodes «fastes» d'augmentation des salaires réels (1880-1900, puis 1950-1970 en Europe occidentale; pour d'autres zones géographiques, il faut une autre périodisation), il y a eu les crises périodiques de surproduction, les brusques flambées de chômage, la paupérisation de couches margi-

nalisées par la croissance économique inégale, l'écart entre ce qu'obtiennent les travailleurs organisés et ce qui est irréalisable pour les inorganisés. Il y a eu la surexploitation des femmes, des jeunes, des immigrés. Il y a eu des poches de misère rurale et urbaine, les « couches de Lazare » du sous-prolétariat ayant d'ailleurs des dimensions bien plus fortes avant 1914 qu'aujourd'hui, par suite de l'absence de la Sécurité sociale. Il y a la peur permanente de l'ouvrier, même beaucoup mieux payé, de retomber brusquement dans ces couches-là, par suite du chômage, d'accident du travail, d'invalidité, de maladie. Il y a la détresse des vieux aux retraites de misère. Il suffit d'examiner l'ampleur d'institutions comme les monts de piété ou les œuvres de charité privées à la veille de 1914 pour s'apercevoir que cette peur n'était nullement irrationnelle.

L'action conjointe de ces deux facteurs — l'impossibilité pour la bourgeoisie de transformer le prolétaire en un « citoyen intégré » *au sein du processus de production* et l'instabilité, l'insécurité fondamentales de la condition prolétarienne — font qu'il n'y a aucun lien automatique entre élévation du niveau de vie de la classe ouvrière et « pratiques », voire « mentalités », réformistes. Tout dépend du contexte historique. Pour donner un seul point de référence historique récent : les salaires réels ouest-allemands, français et italiens ont augmenté plus ou moins dans la même proportion pendant la période 1953-1968 (si nous ne nous abusons, l'augmentation a été légèrement moins forte en pourcentage en RFA qu'en Italie). En France et en Italie, cela débouche sur les explosions grandioses de 1968-1969. En Allemagne, il n'y a rien de comparable.

Est-ce à dire que la pratique de la lutte essentiellement axée sur les revendications immédiates d'avant 1914, n'étant pas « naturellement et par nature » réformiste, encourageait l'avènement de crises prérévolutionnaires et révolutionnaires ? Il serait évidemment absurde de l'affirmer. Il y eut, certes, en dehors même de la révolution russe de 1905 et de ses retombées en Finlande, des moments de crise politique grave dépassant nettement le « seuil de tolérance » d'un régime capitaliste fonctionnant normalement. Mais, d'abord, ces moments sont extrêmement rares. Ils sont limités à quelques pays impérialistes parmi les plus faibles (Autriche, Italie, Espagne). Et, surtout, la bourgeoisie est infiniment mieux armée qu'après 1914, pour ne pas dire qu'après 1944, pour y faire face, pour rapidement « normaliser » la situation.

C'est ici que doivent intervenir deux éléments supplémentaires dans l'analyse : la définition du changement d'époque provoquée par 1914 ;

les conditions qui rendent possible l'alternance entre les luttes quotidiennes de la classe ouvrière et des explosions d'une ampleur telle qu'elles menacent au moins objectivement la survie du régime capitaliste lui-même.

Le camarade Weber affirme que l'idée de «capitalisme agonisant» (nous préférons cette formule à celle, plus objective, d'époque de déclin du capitalisme) est purement descriptive et qu'elle se limite donc essentiellement à la période 1914-1940 ou 1945 (*Critique communiste*, n° 26, p. 110). Pour pouvoir étayer cette interprétation très restrictive, il doit ramener tout le problème à une définition purement économiciste, qui est exactement le pendant d'une thèse absurde défendue par l'OCI pendant tant d'années. Puisqu'il y a eu expansion économique très forte entre 1948 et 1968 (disons plutôt début des années 1970), il n'y a pas de phase de déclin du capitalisme qui tienne. Puisqu'il y a manifestement déclin du capitalisme, il ne peut y avoir eu de croissance des forces productives, disaient les camarades de l'OCI (les uns identifient même croissance économique et croissance des forces productives, ce qui revient à nier l'évidence ; les autres affirment qu'il peut y avoir déclin des forces productives et en même temps croissance économique rapide, ce qui revient à une révision idéaliste non moins absurde de la notion marxiste de force productive).

Or, nous avons déjà longuement analysé ce phénomène dans *le Troisième Âge du capitalisme*. Nous nous étonnons que le camarade Weber, tout en se référant à plusieurs reprises à cet ouvrage, ne semble guère saisir cet aspect de l'argumentation. Un mode de production entre en déclin non quand les forces productives cessent de se développer au sens absolu du terme, mais lorsque la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production existants devient explosive, lorsqu'on a déjà atteint et dépassé le maximum de développement des forces productives *que les rapports de production existants peuvent contenir* (c'est la formule classique que Marx utilise dans sa préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, où il s'efforce de résumer de manière synthétique les lois générales du matérialisme historique).

De ce point de vue, les faits depuis 1914 sont éloquentes. La succession des crises militaires, politiques, sociales, économiques, culturelles, est pratiquement ininterrompue. La «crise de la civilisation bourgeoise» est permanente et irréversible. Les potentialités destructives, le gaspillage, la «pourriture», pour citer Lénine, qui accompagnent la croissance économique, prennent une ampleur terrifiante, entièrement nouvelle. La crise des rapports de production capitalistes se

manifeste de plus en plus nettement. Elle s'étend à tous les domaines de la vie sociale. Elle se prolonge par une crise généralisée de tous les rapports sociaux bourgeois.

Loin d'infirmer ce diagnostic, la période de croissance économique accélérée qui s'étend en Europe capitaliste et au Japon de 1948 à la fin des années soixante, au début des années soixante-dix, le confirme de manière éclatante. Faut-il rappeler au camarade Weber sa propre histoire et celle de la JCR ? Mai-68, le grand combat mené par le prolétariat français, un des plus objectivement révolutionnaires en Europe occidentale depuis 1923, a éclaté en pleine période d'expansion économique, alors qu'il n'y avait pas de chômage important, alors que les travailleurs avaient derrière eux une phase d'augmentation exceptionnellement élevée et prolongée de leur niveau de vie (que Mai-68 a d'ailleurs prolongée de quelques années encore). La même remarque s'applique au « Mai rampant italien » de 1969. C'est bien la preuve que ni l'expansion économique ni l'augmentation du niveau de vie ne pouvaient arrêter pour longtemps l'explosivité des contradictions sociales et économiques sous-jacentes à la période de déclin du mode de production capitaliste. Elles l'ont même en quelque sorte nourrie, notamment en élargissant de manière révolutionnaire les besoins et les aspirations de la classe ouvrière, en fonction même de la croissance des forces productives, des besoins et aspirations que le régime était dans l'incapacité manifeste de satisfaire⁴ (la réciproque, c'est évidemment le fait que le retournement de l'« onde longue », la fin de l'expansion accélérée, aggrave aujourd'hui encore plus nettement la crise sociale structurelle du capitalisme en déclin).

Le camarade Weber note, il est vrai, les différences entre la phase d'expansion 1945-1975 et celle de 1880-1914 (ne discutons pas le choix chronologique ; c'est sans importance dans ce contexte-ci) : extension des États ouvriers bourgeois bureaucratisés, révolution coloniale, etc. (*Critique communiste*, n° 27, p. 112-113). Mais c'est pour isoler encore davantage les phénomènes économiques (« les conditions favorables créées dans l'un et l'autre cas à l'essor d'une pratique de lutte réformatrice de la classe ouvrière »). Une fois de plus, il oublie sa propre histoire politique et celle de son organisation. Peut-on expliquer et comprendre Mai-68 sans faire intervenir la guerre d'Algérie, la guerre d'Indochine et le rôle qu'elles ont joué dans l'apparition de la JCR et du mouvement étudiant ? Peut-on le comprendre sans tenir compte de la naissance d'une nouvelle avant-garde de masse, « enfants de la révolution cubaine et vietnamienne », produits de la crise du réformisme et du stalinisme ? *Pourquoi, pour la première fois depuis 1914-1917, toute une*

génération d'ailleurs pas seulement étudiante (qu'on se rappelle les explosions de Caen et du Mans précédant l'explosion parisienne) n'a-t-elle pas été attirée par les appareils réformistes traditionnels, mais a-t-elle agi indépendamment d'eux ? Mai-68 aurait-il été possible sans ce phénomène-là ?

En comprenant *ce qui a changé depuis 1914*, à savoir un degré qualitativement plus élevé de l'explosivité des contradictions qui déchirent le monde capitaliste, et un degré qualitativement plus élevé d'instabilité du régime bourgeois — y compris de l'État bourgeois — nous comprenons du même coup pourquoi un type de luttes de classe qui étaient quasiment impossibles avant 1914, sauf quelques cas exceptionnels, pouvaient se reproduire beaucoup plus rapidement après 1914. Certes, là encore, il faut nuancer et distinguer pays par pays. Mais quiconque se penche sur l'histoire politique et sociale depuis 1914 admettra que se sont multipliées des luttes de masse d'une ampleur telle qu'elles pouvaient ébranler profondément, sinon mettre en danger à court terme, l'existence même de la société bourgeoise, ce qui n'était pas possible avant 1914. Si l'on compare la stabilité de la société et de l'État, c'est-à-dire de la domination de classe du Capital, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, aujourd'hui, avec ce qu'elle fut avant 1914, on se rendra compte, de la manière la plus synthétique, qu'il n'y a aucune commune mesure.

Il est vrai qu'avant 1914, sentant la stabilité et la force de l'adversaire, la classe ouvrière évitait, elle aussi, d'instinct, des épreuves de force qu'elle risquait de perdre. Mais cela n'empêchait ni des grèves générales, ni des grèves de masse, ni des grèves économiques se durcissant progressivement, ni des actions de masse extra-parlementaires à objectifs politiques. Cela n'empêchait ni une croissance de la conscience de classe, ni une mentalité profondément anti-capitaliste. Tout cela peut difficilement être résumé dans la formule « pratique réformiste ».

Certes, dans quelques cas précis, mais qui sont l'exception et non la règle, il y eut prédominance d'illusions gradualistes, chez certains syndicats de métier privilégiés en Grande-Bretagne, en dehors de l'Europe, dans le mouvement syndical « gempertiste » aux États-Unis, dans une partie du mouvement syndical en Australie.

Certes aussi, au fait de s'en tenir, en gros, à des luttes pour des objectifs immédiats, à vouloir éviter des épreuves de force, sauf à des moments exceptionnels, il y eut coïncidence entre l'attitude de la masse ouvrière et la « vieille tactique éprouvée » des leaders social-démocrates. Voilà le « noyau rationnel » de la thèse du camarade Weber. Mais cette coïncidence recouvrait plusieurs ambiguïtés.

D'abord, chez la majorité des dirigeants social-démocrates et syndicalistes, la volonté d'éviter un combat frontal avec l'ennemi de classe exprimait déjà de manière croissante une peur conservatrice d'un tel combat, peur qui n'avait plus rien à voir avec une appréciation *conjoncturelle* des rapports de forces, mais qui était fonction d'une intégration réelle dans l'ordre bourgeois. 1914 et, plus encore, 1918 allaient clarifier les choses à ce propos.

Par contre, dans la tête de la majorité des travailleurs organisés, du moins dans une série de pays, il n'y avait point pareille motivation. Dès que le pouvoir se déstabilisait, la tendance prédominante de la lutte de classes fut celle d'une radicalisation rapide des objectifs et des formes de lutte, même au prix d'un affrontement frontal avec la bourgeoisie et son État.

Ensuite, la pratique des manœuvres de louvoiement, de la tactique du compromis élevée au niveau de principe stratégique, débouchait progressivement au sein de l'appareil social-démocrate sur une attitude positive à l'égard de l'ordre bourgeois. Celle-ci avait à son tour une base réelle. La bourgeoisie — du moins son aile la plus intelligente — avait cessé de considérer ces chefs routiniers et embourgeoisés comme gibiers de potence. Des offres de coalition gouvernementale s'étaient déjà succédé à plusieurs moments, dans plusieurs pays.

La situation de la classe ouvrière restait fondamentalement différente. Nulle part, le patronat n'était ébranlé, affaibli ou démobilisé au point de chercher son salut dans des offres de collaboration de classes plus ou moins permanente aux délégués syndicaux dans les entreprises. La lutte de classe y gardait un sens beaucoup plus dur, beaucoup plus immédiat. La répression antisyndicale fut la règle et non l'exception. Il n'y avait donc pas de base objective, pas de « donnée immédiate de l'expérience » qui rendait crédible l'idée de la collaboration patronat/syndicat. Le grand tournant à ce propos intervient plus tard, en 1918.

De tout cela, il se dégage que, loin d'évoluer de manière parallèle ou de se rapprocher l'une de l'autre, la mentalité d'une partie importante du prolétariat organisé et celle de la bureaucratie réformatrice évoluèrent *en sens inverse* déjà avant la guerre de 1914. Une conjoncture particulière provoquée par la guerre et par la trahison des chefs réformistes en août 1914 *voilèrent* pendant une certaine période cette discordance croissante. A partir de 1916-1917, elle éclate au grand jour, et sur une échelle colossale. Aucune autre interprétation de la lutte et de la conscience de classe d'avant 1914 ne permet d'expliquer l'énorme recomposition du mouvement ouvrier européen à partir de 1916-1917